



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2012

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	5
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	13
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES.....	16




ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2012

**Attestation de la personne physique responsable du rapport
financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 20 juillet 2012
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thormann



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 juin 2012



RCI BANQUE EN BREF

RCI Banque est la captive financière de l'Alliance Renault Nissan et assure à ce titre le financement des ventes des marques Renault, Renault Samsung Motors (RSM), Dacia, Nissan et Infiniti.

Le groupe RCI Banque déploie ses activités dans 38 pays :

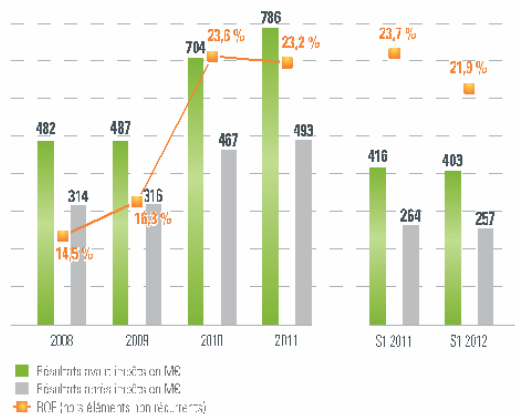
- **Europe** : France, Allemagne, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse ;
- **Amériques** : Argentine, Brésil, Colombie, Mexique ;
- **Région Euromed** : Algérie, Bulgarie, Maroc, Roumanie, Turquie ;
- **Eurasie** : Russie, Ukraine ;
- **Asie** : Corée du Sud.

En tant que financière de marque, le groupe a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et de services :

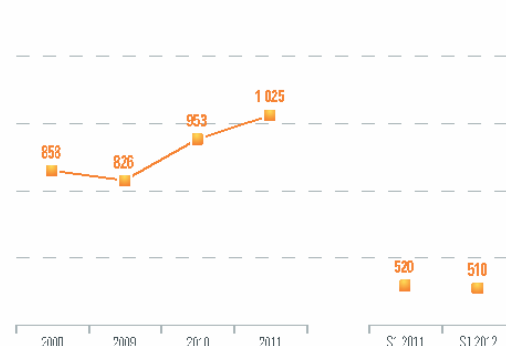
- à la **Cliëntèle (grand public et entreprises)** à laquelle le groupe RCI Banque propose des crédits de véhicules neufs et d'occasion, de la location avec option d'achat, du crédit-bail, de la location longue durée ainsi que des services associés : assurances, entretien, extensions de garantie, assistances, gestion de flottes et cartes de crédit ;
- aux **Réseaux des marques** dont le groupe RCI Banque finance les stocks de véhicules neufs et d'occasion, les pièces de rechange, ainsi que les besoins de trésorerie à court terme ;
- en outre, RCI Banque a lancé, le 16 février 2012, un livret d'épargne à destination du grand public en France. Le **livret ZESTO by RCI Banque** constitue une source de refinancement complémentaire pour accompagner la croissance du financement des ventes aux clients particuliers et professionnels de RCI Banque.

RCI Banque enregistre de bonnes performances commerciales et confirme sa capacité à maintenir des résultats financiers solides malgré le contexte économique actuel.

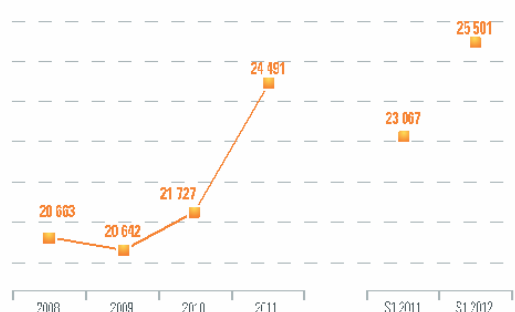
Résultats



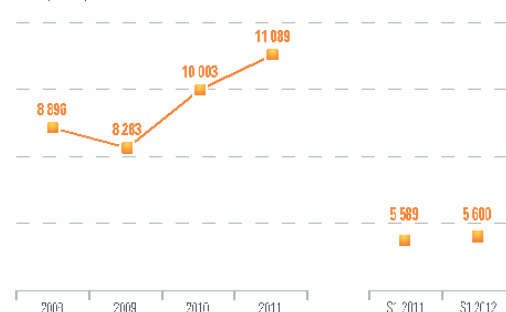
Nombre total de dossiers véhicules en milliers



Encours net à fin en millions d'euros



Nouveaux financements en millions d'euros (hors prêts personnels et cartes de crédit)



ACTIVITÉ COMMERCIALE AU 1^{ER} SEMESTRE 2012

RCI Banque poursuit l'amélioration de sa performance commerciale avec un taux d'intervention moyen en hausse à 34,3 % et lance avec succès son livret d'épargne.

Le Groupe Renault poursuit son offensive à l'international, où ses ventes hors Europe atteignent un niveau record avec une progression de 14,3 %, supérieure à celle des marchés (- 9,5 %), grâce à une excellente performance commerciale en Russie et au Brésil. Cette croissance ne suffit cependant pas à compenser la baisse de 14,0 % des ventes en Europe.

Avec 1,4 million de véhicules commercialisés dans le monde, les ventes du Groupe Renault baissent de 3,5 % par rapport au 1^{er} semestre 2011, malgré un 2^e trimestre positif (+ 1,2 %).

Au cours du semestre, 47 % des ventes du groupe ont été réalisées hors d'Europe (contre 39 % au 1^{er} semestre 2011).

Au 1^{er} semestre 2012, RCI Banque a financé 509 877 nouveaux dossiers véhicules et a généré 5,6 Mo€ de nouveaux financements, niveau stable par rapport au 1^{er} semestre 2011. 26 % des dossiers ont été financés hors d'Europe, contre 19 % au 1^{er} semestre 2011.

Dans un marché en recul, RCI Banque réussit à maintenir son activité grâce à la progression de son taux d'intervention sur les immatriculations de véhicules neufs du Groupe Renault et de Nissan qui atteint 34,3 %, contre 33,6 % sur la même période de 2011. Hors Europe, le taux d'intervention s'élève à 39 %, en croissance de 3 points par rapport au 1^{er} semestre 2011 et supérieur au taux d'intervention en Europe qui s'établit à 32,6 %.

Les encours Clientèle nets à fin s'élèvent à 18 797 Mo€ en augmentation de 7 % par rapport à fin 2011 (17 631 Mo€).

Les encours Réseaux nets à fin s'élèvent à 6 704 Mo€ en augmentation de 25 % par rapport à fin 2011 (5 436 Mo€).

L'activité de collecte d'épargne affiche des succès encourageants : au 30 juin 2012, plus de 10 000 livrets 21,570 ont été ouverts, représentant un montant d'épargne collectée de 498 Mo€.

RCI Banque revêt ainsi à nouveau les objectifs de son livret d'épargne et vise désormais un montant de 750 Mo€ d'encours à fin 2012.

MARCHÉ VP + PVU*		PART DE MARCHÉ MARQUES DU GROUPE RENAULT %	PART DE MARCHÉ NISSAN %	TAUX D'INTERVENTION RCI BANQUE %	NOUVEAUX DOSSIERS VÉHICULES NOMBRE	NOUVEAUX FINANCEMENTS HORS CARTES ET PP (M€)	ENCOURS NETS À FIN (M€)	DONT ENCOURS RÉSEAUX NETS À FIN (M€)
Europe occidentale	S1 2012	9,6 %	3,3 %	32,8 %	361 019	4 227	20 695	5 504
	S1 2011	10,5 %	3,2 %	32,9 %	395 529	4 541	19 416	4 646
dont Allemagne	S1 2012	5,1 %	2,1 %	28,0 %	49 288	590	3 787	954
	S1 2011	5,2 %	2,2 %	34,8 %	60 305	764	3 768	867
dont Espagne	S1 2012	10,1 %	5,1 %	39,0 %	29 781	335	1 668	412
	S1 2011	10,0 %	5,0 %	37,1 %	31 436	339	1 815	421
dont France	S1 2012	24,7 %	3,4 %	34,9 %	159 078	1 878	9 183	2 509
	S1 2011	25,2 %	2,8 %	34,2 %	174 457	2 046	8 640	2 052
dont Grande-Bretagne	S1 2012	2,4 %	5,0 %	26,9 %	35 332	429	1 844	426
	S1 2011	4,0 %	4,7 %	25,3 %	35 024	377	1 467	302
dont Italie	S1 2012	6,6 %	3,4 %	48,5 %	46 500	609	2 122	480
	S1 2011	6,2 %	3,6 %	39,2 %	44 827	559	1 878	407
Brésil	S1 2012	6,8 %	3,6 %	45,6 %	80 099	851	2 327	718
	S1 2011	4,9 %	1,6 %	40,4 %	44 738	459	1 539	471
Corée du Sud	S1 2012	4,1 %	0,2 %	60,2 %	22 960	274	1 294	10
	S1 2011	6,7 %	0,3 %	55,1 %	32 854	366	1 188	9
Reste du monde**	S1 2012	13,0 %	1,3 %	25,2 %	45 799	248	1 185	472
	S1 2011	12,3 %	1,8 %	25,9 %	47 238	222	924	310
TOTAL GROUPE RCI BANQUE	S1 2012	9,1 %	2,9 %	34,3 %	509 877	5 600	25 501	6 704
	S1 2011	9,5 %	2,6 %	33,6 %	520 359	5 589	23 067	5 436

* Les données concernent les marchés véhicules particuliers (VP) et actifs véhicules utilitaires (PVU).

** Reste du monde : Argentine, Hongrie, Maroc, Pays-Banques, Pologne, République tchèque, Roumanie et Slovaquie.

COÛT DU RISQUE SUR ENCOURS PRODUCTIF MOYEN (hors risque pays)

Malgré l'aggravation de la crise économique en Europe, le coût du risque clientèle (hors risque pays) reste maîtrisé à - 0,50 % de l'encours productif moyen. Ce coût du risque est en augmentation par rapport au coût bas du 1^{er} semestre 2011 (- 0,34 %), mais inférieur à la performance historique RCI Banque, témoignant de la bonne politique d'acceptation opérée par le groupe RCI Banque depuis la crise de 2008 et d'une gestion efficace du recouvrement.

Le coût du risque réseau s'élève à - 0,09 % (hors risque pays) sur le 1^{er} semestre, ce qui a fait à l'effet de l'augmentation des encours Réseaux et à la légère dégradation de la situation de quelques groupes de concessionnaires en Europe, qui ont conduit RCI Banque

à provisionner partiellement son exposition. Le 1^{er} semestre 2011 avait été marqué par des reprises de provision.

COÛT DU RISQUE SUR ENCOURS MOYEN	CLIENTÈLE		RÉSEAUX		TOTAL	
	S1 2011	S1 2012	S1 2011	S1 2012	S1 2011	S1 2012
France	- 0,44 %	- 0,60 %	1,17 %	0,16 %	- 0,02 %	- 0,41 %
Étranger	- 0,28 %	- 0,44 %	0,34 %	- 0,23 %	- 0,13 %	- 0,39 %
TOTAL	- 0,34 %	- 0,50 %	0,68 %	- 0,09 %	- 0,09 %	- 0,39 %

ÉLÉMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans un contexte économique difficile, RCI Banque enregistre de très bons résultats financiers avec un résultat avant impôts de 403 M€ et un ROE* de 21,9 %.

LES RÉSULTATS

Les principaux indicateurs de gestion sont en nette amélioration sur le 1^{er} semestre 2012 :

- le produit net bancaire s'établit à 638 M€, soit 5,31 % de l'EPM (encours productif moyen), en hausse de 4,6 % par rapport à juin 2011, notamment sous l'effet de la progression des encours et de la marge sur services ;
- le ratio des frais de fonctionnement sur EPM s'améliore de 1,63 % à 1,54 % entre fin juin 2011 et fin juin 2012.

En revanche, on observe une hausse du coût du risque (y compris risque pays) qui s'établit à - 0,44 % de l'EPM contre - 0,14 % au 1^{er} semestre 2011 qui correspondait au niveau historique le plus bas.

La hausse du coût du risque est imputable à l'activité Réseaux qui avait fait l'objet de reprises de provisions en 2011, notamment sur les pays d'Europe occidentale (France, Allemagne et Italie), et dans une moindre mesure à l'activité Clientèle essentiellement en France, Brésil et Corée du Sud.

Le résultat net consolidé – part des actionnaires de la société mère – s'élève à 257 M€ contre 264 M€ à fin juin 2011, en baisse de - 2,7 %.

LE BILAN

Les bonnes performances commerciales ont permis d'augmenter les encours de financement des ventes de 2,4 Md€ à 25,5 Md€, soit une hausse de 10,6 % par rapport à juin 2011.

Parallèlement, les EPM s'établissent à 24,2 Md€, en hausse de 1,9 Md€ par rapport au 1^{er} semestre 2011.

Les capitaux propres consolidés – part des actionnaires de la société mère – s'élèvent à 2 563 M€ au 30 juin 2012 contre 2 362 M€ à fin juin 2011, en hausse de 201 M€.

LA RENTABILITÉ

Le ROE* est en très légère baisse à 21,9 % contre 25,7 % à fin juin 2011, essentiellement sous l'effet d'une hausse des fonds propres moyens consolidés au cours de la période.

LA SOLVABILITÉ

À fin juin 2012, le ratio de solvabilité Core Tier 1 s'élève à 10,7 % contre 10,5 % à fin juin 2011.

Hors exigences transitoires au titre du niveau plancher (floor Bâle I), le ratio de solvabilité Core Tier 1 ressort à 15,5 % contre 13,9 % à fin juin 2011.

* ROE = Retour sur l'Equipe (résultat net récurrent) / fonds propres

RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2012	06/2011	12/2011	12/2010
Produits d'exploitation	1 160	1 046	2 131	1 957
Charges d'exploitation	(522)	(437)	(942)	(823)
Produit net bancaire	638	609	1 189	1 134
Frais de fonctionnement, dotation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	(186)	(180)	(357)	(347)
Coût du risque	(53)	(15)	(52)	(85)
Quote-part des SME	4	2	6	2
Résultat consolidé avant impôts	403	416	786	704
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (part des actionnaires de la société mère)	257	264	493	467

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2012	06/2011	12/2011	12/2010
Encours net total dont	25 501	23 067	24 491	21 727
● Crédit Clientèle	12 016	11 364	11 843	11 057
● Location financière et opérationnelle	6 781	6 267	6 385	5 754
● Crédit Réseaux	6 704	5 436	6 263	4 916
Actifs financiers à la juste valeur par résultat et instruments dérivés de couverture	351	118	310	81
Autres actifs	2 275	2 536	2 304	2 302
Fonds propres (y.c. résultat de l'exercice) dont	2 827	2 627	2 830	2 723
● Capitaux propres	2 566	2 365	2 569	2 460
● Dettes subordonnées	261	262	261	263
Emprunts obligataires	11 679	10 176	10 895	7 809
Titres de créances négociables (dont CD, CP, BMTN)	3 265	3 879	3 213	3 540
Titrisations	3 366	3 830	3 704	3 775
Établissements de crédit et dettes envers la clientèle (dont Schuldschein)	5 344	3 682	4 851	4 763
Passifs financiers à la juste valeur par résultat et instruments dérivés de couverture	123	88	91	137
Autres passifs	1 523	1 439	1 521	1 363
TOTAL BILAN	28 127	25 721	27 105	24 110

POLITIQUE FINANCIÈRE

Avec 3 Md€* de ressources à un an et plus empruntées au cours du 1^{er} semestre, RCI Banque maintient une solide position de liquidité : les besoins de financement résultant de l'activité commerciale attendue sont couverts pendant plus de 12 mois dans un *stress scenario* de fermeture totale de l'accès à de nouvelles sources de liquidité.

Le 1^{er} trimestre 2012 a marqué une rupture après les tensions de fin 2011. L'injection massive de liquidités résultant des deux LTRO (*Long Term Refinancing Operations*) de décembre 2011 et février 2012 a permis une forte détente des spreads de crédit. Cependant, les effets de ces mesures se sont progressivement atténués. À partir de fin mars, les marchés sont redevenus volatils et l'aversion au risque s'est amplifiée, les opérateurs s'interrogeant sur les possibilités de sortie de crise en zone euro. L'appétit marqué des investisseurs pour les obligations d'entreprises a permis au segment *corporate* d'atteindre au 1^{er} semestre 2012 des volumes d'émission proches de ceux de l'année 2011 complète. Le marché obligataire, fermé aux dettes bancaires non sécurisées fin 2011, s'est également progressivement rouvert au cours du 1^{er} semestre 2012.

Sur le **marché obligataire**, RCI Banque a profité des bonnes conditions du 1^{er} trimestre pour lancer deux émissions sur le marché euro : la première de maturité 3 ans pour un montant de 700 M€, la seconde de maturité 8 mois pour 600 M€. Cette dernière porte un coupon de 2 %, le plus bas jamais payé par RCI Banque pour une émission en euros. En mars, le groupe a lancé avec succès sa troisième émission obligataire en francs suisses pour un montant de 200 MCHF.

Au deuxième trimestre, dans un marché plus volatil, RCI Banque a lancé avec succès une émission obligataire de 600 M€ de maturité 5 ans.

Dans le prolongement de sa stratégie de recherche de nouveaux investisseurs, RCI Banque a également réalisé un placement privé en couronne tchèque ainsi qu'une émission en couronne norvégienne, lancée au cours des premiers jours de juillet. Les filiales du groupe ont également accédé aux marchés locaux en Argentine, au Brésil ainsi qu'en Corée du Sud où trois émissions en won coréen ont été réalisées.

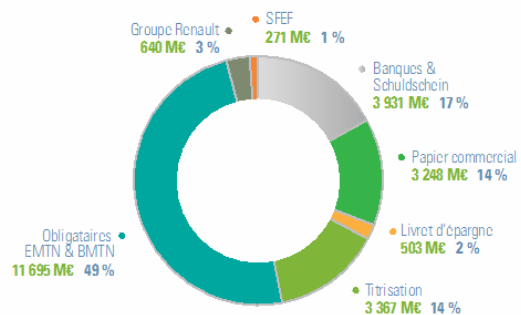
Sur le **segment des financements structurés**, le groupe a placé une titrisation adossée à des prêts automobiles en France pour 750 M€. L'émission a été réalisée à taux fixe, permettant ainsi d'éviter le recours à un *swap* de titrisation, qui introduirait un risque de crédit supplémentaire dans la transaction.

Le succès de cette opération qui a attiré un livre d'ordres de plus de 1,4 Md€ démontre que l'accès de RCI Banque au marché des financements structurés est de plus en plus sécurisé et désormais indépendant des ratings bancaires.

Pour répondre aux attentes de simplification des investisseurs, le programme de titrisation des crédits automobiles en France a été restructuré. Le Fonds commun de titrisation (FCT) *Master Trust* utilisé dans le passé a été remplacé par deux véhicules distincts : le premier a émis des titres mobilisables à la BCE (Banque Centrale Européenne) auto-souscrits par RCI Banque pour 596 M€ (montant ajustable chaque mois en fonction de la base de collatéral disponible) ; le second FCT a été utilisé pour l'émission publique de 750 M€ distribuée auprès des investisseurs.

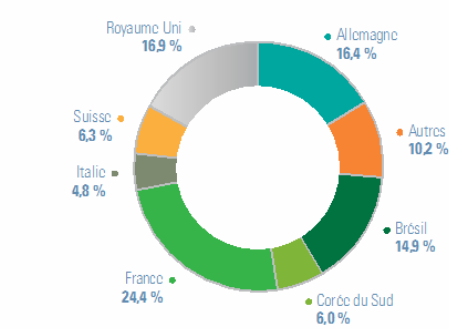
Structure de l'endettement

au 30/06/2012



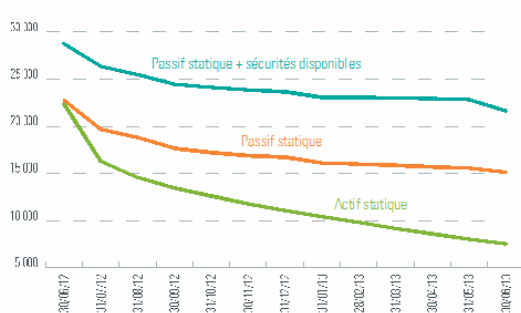
Répartition géographique des ressources nouvelles à 1 an et plus

au 30/06/2012



Position de liquidité du groupe RCI Banque

en millions d'euros



*Préliminaire ce refinancement contrôlé.



En Italie, après l'amortissement final de l'opération lancée en 2007, une titrisation auto-souscrite de 619 M€ a permis d'augmenter la base de collatéral mobilisable BCE. À cette opération s'ajoutera au cours du mois de juillet un financement par conduit pour 300 M€.

Ces ressources longues, auxquelles s'ajoutent 4,5 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, ainsi que 1,8 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, permettent à l'entreprise d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant plus de 12 mois sans accès à la liquidité extérieure.

Afin de diversifier ses sources de financement, RCI Banque a lancé en février un levé d'épargne à destination du grand public en France. Les montants collectés atteignent 499 M€ au 30 juin et viennent ainsi réduire le recours aux financements de marché.

Dans un environnement volatil et incertain, la politique financière prudente, menée par le groupe depuis plusieurs années, se montre particulièrement justifiée. Elle permet de protéger la marge commerciale de chaque entité tout en assurant la sécurité du refinancement de ses activités. Elle est définie et mise en œuvre au niveau consolidé par RCI Banque et s'applique à toutes entités de financement des ventes du groupe.

La solidité du bilan se mesure également par des risques de marché (taux, change, contrepartie) très faibles et quotidiennement contrôlés sur base consolidée :

- **À fin juin 2012**, la sensibilité globale au risque de taux du groupe RCI Banque s'est maintenue dans la limite de 30 M€ fixée par le groupe. Au 30 juin 2012, une hausse de 100 points de base aurait un impact de :
 - > - 3,9 M€ en EUR
 - > - 0,3 M€ en GBP
 - > + 3,6 M€ en CHF
 - > - 0,1 M€ en USD
 - > - 0,4 M€ en BRL
- **L'exposition au risque de change** atteint 3,1 M€.

- **Les sécurités disponibles** de 6,4 Md€ (accords de crédit confirmés non tirés dont la durée résiduelle est supérieure à trois mois : 4,5 Md€ ; titres et créances mobilisables en Banque Centrale disponibles : 1,8 Md€ ; cash et équivalent : 136 M€), permettent de couvrir plus de deux fois la totalité des encours de papiers commerciaux et certificats de dépôt.

- **La réserve de liquidité** s'établit à 3,6 Md€. Elle représente l'excédent de sécurités disponibles par rapport aux encours de certificats de dépôt et papier commercial. Le groupe se doit, en effet, de maintenir des sources de liquidité alternatives supérieures à ses encours de titres de créances négociables à court terme.

Réserve de liquidité du groupe RCI Banque*



SÉCURITÉS DISPONIBLES :
 ■ Lignes de crédit confirmées ■ Titres mobilisables à la BCE ■ Caisse de réserves obligatoires
 ■ Réserve de liquidité ■ CP / CP*

* Forfait de financement centralisé : Europe occidentale + Pologne + République tchèque + Roumanie + Slovaquie + Pays nordiques + Corée du Sud.

PROGRAMMES DU GROUPE RCI BANQUE

Les programmes du groupe se concentrent sur trois émetteurs (RCI Banque, DAC et Rombo Compania Financiera S.A.) et représentent une enveloppe globale de plus de 26 Md€.

ÉMETTEUR	PROGRAMME	MARCHÉ	MONTANT	S & P	MOODY'S	
RCI Banque	Euro CP	euro	2 000 M€	A-2	P2	
RCI Banque	Euro MTN	euro	12 000 M€	BBB (stable)	Baa2 (stable)	R & I : a-2 R & I : BBB+
RCI Banque	CD	français	4 500 M€	A-2	P2	
RCI Banque	BMTN	français	2 000 M€	BBB (stable)	Baa2 (stable)	
Diac S.A.	CD	français	1 000 M€	A-2	P2	
Diac S.A.	BMTN	français	1 500 M€	BBB (stable)	Baa2 (stable)	
Rombo Compania Financiera S.A.	Obligataire*	argentin	700 MARS	raAA-	Fitch : raAA	

* Notation locale.

Pour trouver ce document et en savoir plus sur RCI Banque : www.rcibanque.com

Direction Financements & Trésorerie
 14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex - FRANCE



Risques et incertitudes principales sur le 2nd semestre 2012

Le premier trimestre 2012 a marqué une rupture après les tensions de fin 2011. L'injection massive de liquidités résultant des deux LTRO de décembre 2011 et février 2012 a permis une forte détente des spreads de crédit. Cependant, les effets de ces mesures se sont progressivement atténués. A partir de fin mars, l'environnement est redevenu volatil, les opérateurs s'interrogeant sur les solutions de sortie de crise de l'euro. Certains états européens ont de plus en plus de difficultés pour se refinancer. L'Espagne qui a fait appel à l'Europe pour soutenir son système bancaire, va disposer d'une aide de 100 milliards d'euros dont 30 milliards seront débloqués dès fin juillet 2012.

La zone euro risque de se retrouver dans une situation délicate si rien n'est fait pour stabiliser le bloc monétaire qui risque d'éclater. En particulier, le retard pris pour la mise en place du MES pourrait entraîner une considérable perte de confiance dans la capacité de la zone euro à prendre les décisions nécessaires dans un délai approprié.

Le marché obligataire, fermé aux dettes bancaires non sécurisées fin 2011 s'est progressivement rouvert au cours du premier semestre 2012. L'appétit très marqué des investisseurs pour les obligations d'entreprises a permis, au cours du premier semestre 2012, d'atteindre des volumes d'émission proches de ceux de l'année 2011 entière.

Dans ce contexte, RCI Banque a réalisé au cours du premier semestre plus de la moitié de son plan de financement annuel avec 3 milliards d'euros de ressources à un an et plus empruntées. RCI Banque a profité des bonnes conditions du premier trimestre avec deux émissions obligataires sur le marché euro : la première de maturité 3 ans pour un montant de 700 M€, la seconde de maturité 18 mois pour 300 M€. En mars, le groupe a lancé avec succès sa troisième émission obligataire en francs suisses pour un montant de 200 MCHF. Au deuxième trimestre, dans un marché plus volatil, RCI Banque a réalisé une émission obligataire de 650M€ de maturité 5 ans.

Dans le prolongement de sa stratégie de recherche de nouveaux investisseurs, RCI Banque a aussi réalisé un placement privé en couronnes tchèques ainsi qu'une émission en couronnes norvégiennes lancée au cours des premiers jours de juillet. Les filiales du groupe ont également accédé aux marchés locaux en Argentine, au Brésil ainsi qu'en Corée du sud où trois émissions en won coréen ont été placées. Le second semestre est également bien entamé avec une titrisation par conduit, adossée à des créances de crédits automobiles en Italie, attendue pour un montant de 300 millions d'euros courant juillet.

Enfin pour atteindre ses objectifs, RCI Banque maintient une solide réserve de liquidité constituée au 30 juin 2012 de 4,5 milliards d'euros de lignes bancaires confirmées non utilisées (périmètre de refinancement centralisé) et de 1,8 milliards d'euros de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la Banque Centrale Européenne (BCE). Cette réserve de liquidité permet à l'entreprise d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant plus de 12 mois dans un "stress scenario" de fermeture totale de l'accès à de nouvelles sources de liquidité. Au total, les sécurités du Groupe RCI atteignent 6,4 milliards d'euros permettant de couvrir plus de deux fois la totalité des encours de papiers commerciaux et certificats de dépôt.

Les prévisions d'activité pour le second semestre devraient conduire à une relative stabilité des encours. Le maintien de l'adaptation des politiques d'acceptation à l'environnement économique doit permettre d'atteindre les objectifs de rentabilité attendue, grâce à un coût du risque contrôlé.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

30 juin 2012

DELOITTE & ASSOCIES

185, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de 1.723.040

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit

1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RCI Banque

Période du 1er janvier au 30 juin 2012

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RCI Banque, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 27 juillet 2012

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG Audit

Charlotte Vandeputte

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

30 juin 2012

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	18
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	20
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	21
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	22
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	22
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	22
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	23
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER	24
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	26

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - en millions d'euros	Notes	06/2012	12/2011
Caisse, Banques centrales et CCP		107	188
Instruments dérivés	2	351	310
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers		76	65
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	788	947
Prêts et créances sur la clientèle	4 et 5	25 855	24 877
Comptes de régularisation et actifs divers	6	706	518
Participations dans les entreprises mises en équivalence		43	36
Opérations de location opérationnelle	4 et 5	91	59
Immobilisations corporelles et incorporelles		26	22
Ecarts d'acquisition		84	83
TOTAL ACTIF		28 127	27 105

PASSIF - en millions d'euros	Notes	06/2012	12/2011
Instruments dérivés	2	123	91
Dettes envers les établissements de crédit	7.2	4 117	4 133
Dettes envers la clientèle	7.3	1 227	718
Dettes représentées par un titre	7.4	18 310	17 812
Comptes de régularisation et passifs divers	8	1 289	1 316
Provisions	9	104	100
Provisions techniques des contrats d'assurance	9	130	105
Dettes subordonnées	11	261	261
Capitaux propres		2 566	2 569
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		2 563	2 566
<i>Capital souscrit et réserves liées</i>		814	814
<i>Réserves consolidées et autres</i>		1 546	1 304
<i>Gains ou pertes latents</i>		(54)	(45)
<i>Résultat de l'exercice</i>		257	493
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		3	3
TOTAL PASSIF		28 127	27 105

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2012	06/2011	12/2011
Intérêts et produits assimilés	15	1 010	916	1 902
Intérêts et charges assimilées	16	(519)	(427)	(922)
Commissions (Produits)		12	13	26
Commissions (Charges)		(3)	(4)	(8)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		(1)	1	1
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres		14	5	5
Produits (charges) nets des autres activités	17	125	105	185
PRODUIT NET BANCAIRE		638	609	1 189
Charges générales d'exploitation	18	(183)	(177)	(351)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(6)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		452	429	832
Coût du risque	19	(53)	(15)	(52)
RESULTAT D'EXPLOITATION		399	414	780
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		4	2	6
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés				
RESULTAT AVANT IMPOTS		403	416	786
Impôts sur les bénéfices	20	(129)	(140)	(265)
RESULTAT NET		274	276	521
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		17	12	28
Dont part des actionnaires de la société mère		257	264	493
Résultat net par action (*) et en euros		256,73	263,96	493,28
Résultat net dilué par action et en euros		256,73	263,96	493,28

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapporté au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
RESULTAT NET	274	276	521
Autres éléments du résultat global (**)	(9)	(8)	(23)
Opérations de couverture de flux de trésorerie	(17)	11	3
Autres gains et pertes latents	(1)	1	1
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies		3	(1)
Différences de conversion	9	(23)	(26)
RESULTAT GLOBAL	265	268	498
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	17	12	28
Dont part des actionnaires de la société mère	248	256	470

(**) Dont part des entreprises mises en équivalence dans les autres éléments du résultat global

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains / pertes latents ou différés	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle)	Total capitaux propres cons o.
	(1)	(2)		(3)	(4)			(5)	
Capitaux propres au 31 décembre 2010	100	714	1 198	(15)	(7)	467	2 457	3	2 460
Affectation du résultat de l'exercice précédent			467			(467)			
Capitaux propres au 1 janvier 2011	100	714	1 665	(15)	(7)		2 457	3	2 460
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					12		12		12
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					3		3		3
Différences de conversion				(23)			(23)		(23)
Résultat de la période avant affectation						264	264	12	276
Résultat global de la période				(23)	15	264	256	12	268
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres								(1)	(1)
Effet des augmentations de capital								3	3
Distribution de la période			(350)				(350)	(13)	(363)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								(2)	(2)
Capitaux propres au 30 juin 2011	100	714	1 315	(38)	8	264	2 363	2	2 365
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(8)		(8)		(8)
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(4)		(4)		(4)
Différences de conversion				(3)			(3)		(3)
Résultat de la période avant affectation						229	229	16	245
Résultat global de la période				(3)	(12)	229	214	16	230
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			(11)				(11)	(15)	(26)
Capitaux propres au 31 décembre 2011	100	714	1 304	(41)	(4)	493	2 566	3	2 569
Affectation du résultat de l'exercice précédent			493			(493)			
Capitaux propres au 1 janvier 2012	100	714	1 797	(41)	(4)		2 566	3	2 569
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(18)		(18)		(18)
Différences de conversion				9			9		9
Résultat de la période avant affectation						257	257	17	274
Résultat global de la période				9	(18)	257	248	17	265
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(1)				(1)		(1)
Distribution de la période			(250)				(250)	(11)	(261)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								(6)	(6)
Capitaux propres au 30 juin 2012	100	714	1 546	(32)	(22)	257	2 563	3	2 566

(1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions de 100 euros entièrement libérées – 999 992 actions étant détenues par Renault s.a.s..

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2012 concerne principalement le Royaume-Uni et la Suisse. Au 31 décembre 2011, il concernait principalement le Royaume-Uni, le Brésil et la Suisse.

(4) Comprend notamment les variations de juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et les écarts actuariels IAS 19.

(5) Les participations ne donnant pas le contrôle correspondent essentiellement à la part détenue par Renault s.a.s. dans Cogéra.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	257	264	493
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2	3	5
Dotations nettes aux provisions	15	(23)	(45)
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(4)	(2)	(6)
Produits et charges d'impôts différés	(19)	20	45
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle	17	12	28
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	26	(72)	(67)
Capacité d'autofinancement	294	202	453
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	5	44	71
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	42	(18)	31
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(87)	(1 202)	(372)
- Encaissements /décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(40)	(20)	84
- Encaissements /décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	(47)	(1 182)	(456)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(485)	(1 335)	(2 927)
- Encaissements /décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 032)	(1 378)	(2 902)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes sur la clientèle	547	43	(25)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	246	2 761	3 071
- Encaissements /décaissements liés au portefeuille de titres de placements	(9)	(16)	(19)
- Encaissements /décaissements liés aux dettes représentées par des titres	411	2 763	3 048
- Encaissements /décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(156)	14	42
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(74)	52	5
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(400)	276	(223)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	(101)	522	301
Flux liés aux actifs financiers et aux participations		(1)	(20)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(6)	(2)	(4)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(6)	(3)	(24)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(261)	(360)	(360)
- Dividendes versés	(261)	(363)	(363)
- Augm. (dim.) de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle		3	3
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(261)	(360)	(360)
Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	(4)	(24)	(23)
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(372)	135	(106)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	912	1 018	1 018
- Caisse, Banques centrales et CCP (actif et passif)	188	375	375
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	724	643	643
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	541	1 153	912
- Caisse, Banques centrales et CCP (actif et passif)	107	508	188
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	678	904	874
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(244)	(259)	(150)
Variation de la trésorerie nette	(372)	135	(106)

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée de dépôts à vue et opérations au jour le jour. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 7.2.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes consolidés semestriels du groupe RCI Banque au 30 juin 2012 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2012.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2011, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 7 février 2012 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2012. Cette dernière a voté la distribution d'un dividende de 250 euros par action, soit 250 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers du groupe RCI Banque arrêtés au 31 décembre 2011 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2011 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2012 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2011. A l'exception du changement mentionné ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2011.

Le Groupe applique pour la première fois au 30 juin 2012 l'amendement d'IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir – transferts d'actifs financiers » paru au Journal Officiel de l'Union européenne. La première application de cet amendement n'a pas d'impact sur les comptes arrêtés au 30 juin 2012.

Le Groupe n'a appliqué aucune norme ni interprétation, ni aucun amendement par anticipation. En particulier, les normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats », publiées par l'IASB en 2011, n'ont pas été adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2012 et ne sont donc pas applicables par anticipation à cette date. Le Groupe n'attend à ce jour aucun impact majeur du fait de leur application.

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes semestriels résumés sont identiques à celles détaillées dans la note 2-B de l'annexe aux comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011.

3. STRUCTURE DU GROUPE

Evolution du périmètre de consolidation en 2012

- Depuis le 1er juin 2012, la filiale brésilienne Companhia de Crédito Financiamento e Investimento RCI Brasil S.A. est devenue la mère d'une autre filiale brésilienne consolidée, la Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil S.A. (détention à 100%), suite à l'apport de titres précédemment détenus par RCI Banque S.A. et Santander, titres remis en contrepartie d'une augmentation de capital de Companhia de Crédito Financiamento e Investimento RCI Brasil S.A. sans modification de la répartition de la détention entre les 2 actionnaires RCI Banque S.A. et Santander. Ce changement de structure juridique est neutre en consolidation.
- En France, le FCT (Fond commun de titrisation) Master Trust Cars Alliance Auto Loans France FCC, utilisé dans le passé pour la titrisation de DIAC SA a été remplacé par deux véhicules distincts : Cars Alliance Auto Loans France Master, a émis le 25/5/2012 des titres mobilisables à la BCE (Banque Centrale Européenne) auto-souscrits par RCI Banque SA pour 596 M€ ; Cars Alliance Auto Loans France F 2012-1 a été utilisé pour l'émission publique de 750 M€ distribuée auprès des investisseurs en date de valeur 27/6/2012.
- En Italie, après l'amortissement final de l'opération de titrisation de RCI Italie lancée en 2007, un nouveau SPV Cars Alliance Warehouse Italy S.r.l a émis le 14/6/2012 des titres notés AAA pour 619 M€.

Evolution du périmètre de consolidation en 2011

En 2011, la structure du groupe a été modifiée par les événements suivants :

- Diac Location S.A. a absorbé Sigma Services S.A. le 30 avril 2011 avec effet retro-actif au 1^{er} janvier 2011 ;
- RCI Bank AG a fusionné avec RCI Banque SA, puis a été succursalisée avec effet rétro-actif au 1^{er} janvier 2011 ;
- La succursale RCI Banque Branch Ireland nouvellement créée, est entrée dans le périmètre de consolidation au 30 septembre 2011.

Filiales étrangères n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France

Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2009 portant application de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier, RCI Banque déclare détenir en Colombie la société RCI Servicios Colombia S.A à hauteur de 95%. L'activité de cette dernière, consiste à percevoir des commissions sur les crédits apportés à un partenaire commercial. Les principaux indicateurs de gestion de cette filiale font l'objet d'un suivi mensuel. Au 30 juin 2012, le résultat avant impôts s'élève à 1.2M€.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique volatil et incertain, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité. Par ailleurs, RCI Banque n'a pas d'exposition sur les dettes souveraines de la Grèce, de l'Espagne, de l'Italie, de l'Irlande et du Portugal.

Liquidité

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseau) et des opérations de refinancement réalisées. Le dispositif fait l'objet de comités réguliers et d'une revue par les organes de gouvernance :

La liquidité statique : l'objectif de RCI Banque est d'avoir une liquidité statique positive. Les actifs générés dans le passé ont été financés par des dettes d'une maturité supérieure.

La liquidité dynamique « scénario noir » : cet indicateur prend en compte les prévisions d'activité nouvelle, dans un contexte de stress test maximum qui n'envisage aucun accès à des ressources nouvelles. Ce scénario constitue l'indicateur de communication externe notamment vis-à-vis des agences de notation qui demandent une visibilité sur la liquidité d'au moins 6 mois. Il permet d'établir deux indicateurs :

- nombre de jours d'activité commerciale possibles sans accès au marché, en utilisant seulement les lignes bancaires confirmées et les mobilisations BCE (indicateur de pilotage interne et de communication externe),
- réserve de liquidité (indicateur de pilotage interne et de communication externe).

La liquidité dynamique « scénario gris » : réalisée à partir d'hypothèses de refinancement contraint : fermeture des marchés obligataires, accès restreint à la ressource court terme, accès à la titrisation (BCE ou conduits). Cette analyse est complétée par une simulation de l'évolution de la réserve de liquidité prévisionnelle.

La réserve de liquidité s'établit à 3600 M€ au 30 juin 2012. Elle représente l'excédent de sécurités disponibles par rapport aux encours de certificats de dépôt et papier commercial. Le groupe se doit en effet de maintenir des sources de liquidité alternative supérieures à ses encours de titres de créances négociables à court terme.

Risque au titre de l'activité de crédit

Suite au renforcement des structures de recouvrement mise en œuvre entre fin 2008 et le début de l'année 2009 les performances du recouvrement se sont nettement améliorées à compter du premier trimestre 2009. Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis d'améliorer la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Après avoir atteint en 2011 un point bas historique, inférieur au niveau constaté avant le déclenchement de la crise financière, le coût du risque du portefeuille commercial amorce une remontée contrôlée, principalement expliquée par la croissance des encours, en particulier dans les pays du grand international.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour de façon trimestrielle sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprise). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans une conjoncture économique incertaine, RCI Banque reste attentif à un environnement changeant, avec pour cible de maintenir le coût du risque global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de profitabilité.

Rentabilité

Les marges de crédit constatées sur les marchés ainsi que les taux de swap de référence ont subi des mouvements significatifs. Dans ce contexte volatil, le groupe RCI Banque a fait preuve d'une grande réactivité en révisant régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités Financiers mensuels.

Les comités de gestion pays ont par ailleurs suivi plus systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit bancaire

En raison de sa position structurellement emprunteuse, l'exposition au risque de crédit bancaire du groupe RCI Banque est limitée au placement des excédents de trésorerie temporaires, réalisés sous forme de dépôts à très court terme, et aux opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés. Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. Dans le contexte de forte volatilité observé au cours du second semestre, RCI Banque a par ailleurs porté une attention particulière à la diversification des contreparties.

Refinancement

- Afin de diversifier ses utilisations bancaires et de limiter le total des ressources obtenues auprès d'une même contrepartie, la salle des marchés a développé des relations avec un nombre important de banques et d'intermédiaires, tant en France qu'à l'étranger.
- Au premier semestre 2012 le groupe RCI Banque a lancé 3 émissions obligataires sur le marché euro pour un montant de 1650 M€ et plusieurs émissions en devises :
 - une émission publique en réal brésilien pour 200 MBRL
 - une émission en franc suisse pour 200 MCHF
 - 3 émissions publiques en won coréen pour 320 Md KRW
 - une émission en peso argentin pour 112 MARS
 - une émission en couronnes tchèques pour 250 MCZK
- La diversification des ressources s'est également traduite sur le premier semestre 2012 par une nouvelle opération de titrisation publique adossée à des crédits automobiles en France pour 750 M€.
- Enfin, le groupe RCI Banque s'est doté d'un nouvel outil de diversification de ses sources de financement avec le lancement le 16 février 2012 de « ZESTO ». Ce nouveau livret d'épargne a permis la collecte de 499 M€ au 30 juin 2012.

5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2012
Encours productif moyen	17 956	6 197		24 153
Produit net bancaire	514	94	30	638
Résultat brut d'exploitation	368	76	8	452
Résultat d'exploitation	318	73	8	399
Résultat avant impôts	321	72	10	403

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2011
Encours productif moyen	16 784	5 499		22 283
Produit net bancaire	477	84	48	609
Résultat brut d'exploitation	334	66	29	429
Résultat d'exploitation	301	84	29	414
Résultat avant impôts	303	83	30	416

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2011
Encours productif moyen	17 103	5 717		22 820
Produit net bancaire	940	172	77	1 189
Résultat brut d'exploitation	664	137	31	832
Résultat d'exploitation	604	145	31	780
Résultat avant impôts	609	145	32	786

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque proviennent d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes ou fiscales de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 4 et 5 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	06/2012		12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	15	57	26	42
Instruments dérivés de change	15	57	26	42
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	336	66	284	49
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	332	1	273	1
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	4	65	11	48
Total des instruments dérivés	351	123	310	91

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 06/2012
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 726			1 726
Achats	1 718			1 718
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	200			200
Emprunts	201			201
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	433	880		1 313
Emprunts	451	823		1 274
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de FRA</u>				
Ventes (Prêts)		100		100
Achats (Emprunts)				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	4 536	6 468		11 004
Emprunteurs	4 536	6 468		11 004

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2011
Couverture du risque de change				
<u>Opérations en devise</u>				
Devises prêtées non encore livrées				
Devises empruntées non encore reçues	1			1
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 219			1 219
Achats	1 224			1 224
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	492	1 022		1 514
Emprunts	506	972		1 478
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	3 878	6 969		10 847
Emprunteurs	3 878	6 969		10 847

Selon la méthode "mark to market positif + add on" l'équivalent risque de contrepartie s'élève à 709 millions d'euros contre 739 millions d'euros au 31 décembre 2011. Selon la méthode interne forfaitaire, il s'élève à 1 943 millions d'euros au 30 juin 2012 contre 1 983 millions d'euros au 30 juin 2011.

Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite dans les principes comptables (Note 2-P de l'annexe aux comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011).

Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances à vue sur les établissements de crédit	680	875
Comptes ordinaires débiteurs	634	842
Prêts au jour le jour	44	32
Créances rattachées	2	1
Créances à terme sur les établissements de crédit	108	72
Comptes et prêts à terme	100	70
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	7	
Créances douteuses		2
Créances rattachées	1	
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	788	947

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Prêts et créances sur la clientèle	25 855	24 877
Opérations avec la clientèle	19 165	18 551
Opérations de location financière	6 690	6 326
Opérations de location opérationnelle	91	59
Total opérations avec la clientèle et assimilées	25 946	24 936

Au 30 juin 2012, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 169 millions d'euros contre 141 millions au 30 juin 2011.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 30 juin 2012, cette participation s'élève à 221 millions d'euros contre 194 millions d'euros au 30 juin 2011.

4.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances sur la clientèle	20 025	19 423
Affacturage	557	565
Autres créances commerciales	91	106
Autres crédits à la clientèle	18 230	17 739
Comptes ordinaires débiteurs	290	272
Créances douteuses et compromises	857	741
Créances rattachées sur clientèle	64	73
Autres crédits à la clientèle	42	44
Comptes ordinaires débiteurs		6
Créances douteuses et compromises	22	23
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	(203)	(217)
Etalement des frais de dossiers et divers	(121)	(118)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(365)	(353)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	283	254
Dépréciation des créances sur la clientèle	(721)	(728)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(154)	(160)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(543)	(546)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(24)	(22)
Total net des créances sur la clientèle	19 165	18 551

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales de l'alliance Renault/Nissan.

4.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances sur opérations de location financière	6 883	6 512
Crédit-bail et location longue durée	6 745	6 373
Créances douteuses et compromises	138	139
Créances rattachées sur opérations de location financière	14	9
Crédit-bail et location longue durée	10	5
Créances douteuses et compromises	4	4
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(79)	(65)
Etalement des frais de dossiers et divers	(24)	(21)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(147)	(129)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	92	85
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(128)	(130)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(14)	(14)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(108)	(109)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(6)	(7)
Total net des créances sur opérations de location financière	6 690	6 326

4.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Immobilisations données en location	92	61
Valeur brute des immobilisations données en location	111	80
Amortissements sur immobilisations données en location	(19)	(19)
Créances sur opérations de location opérationnelle	4	4
Créances rattachées	1	2
Créances saines	1	5
Créances douteuses et compromises	2	2
Dépôt de garantie		(5)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(5)	(6)
Dépréciation des contrats douteux et compromis	(2)	(2)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(3)	(4)
Total net des opérations de location opérationnelle	91	59

Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2012
Valeur brute	19 421	6 933	446	26 800
Créances saines	18 782	6 551	444	25 777
Créances douteuses	154	346	1	501
Créances compromises	485	36	1	522
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,29%</i>	<i>5,51%</i>	<i>0,45%</i>	<i>3,82%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(586)	(186)	(1)	(773)
Dépréciation créances saines	(64)	(56)		(120)
Dépréciation créances douteuses	(90)	(94)		(184)
Dépréciation créances compromises	(432)	(36)	(1)	(469)
Dépréciation collective sectorielle	(38)	(43)		(81)
Dépréciation des créances	(14)	(34)		(48)
Risque pays	(24)	(9)		(33)
Total des valeurs nettes (*)	18 797	6 704	445	25 946
<i>(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>13</i>	<i>541</i>	<i>217</i>	<i>771</i>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2011
Valeur brute	18 861	6 493	446	25 800
Créances saines	18 202	6 244	445	24 891
Créances douteuses	147	211		358
Créances compromises	512	38	1	551
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>3,49%</i>	<i>3,83%</i>	<i>0,22%</i>	<i>3,52%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(600)	(188)	(1)	(789)
Dépréciation créances saines	(62)	(70)		(132)
Dépréciation créances douteuses	(86)	(81)		(167)
Dépréciation créances compromises	(452)	(37)	(1)	(490)
Dépréciation collective sectorielle	(33)	(42)		(75)
Dépréciation des créances	(15)	(34)		(49)
Risque pays	(18)	(8)		(26)
Total des valeurs nettes (*)	18 228	6 263	445	24 936
<i>(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>9</i>	<i>485</i>	<i>233</i>	<i>727</i>

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

La classification « Autres » regroupe les activités de refinancement et de holding.

La provision pour risque pays concerne exclusivement le Brésil, et dans une moindre mesure l'Argentine, la Roumanie, le Maroc et la Hongrie.

Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Créances d'impôts et taxes fiscales	230	176
Créances d'impôts courants	12	8
Créances d'impôts différés	101	82
Créances fiscales hors impôts courants	117	86
Comptes de régularisation et actifs divers	476	342
Autres débiteurs divers	169	145
Comptes de régularisation actif	36	29
Valeurs reçues à l'encaissement	200	108
Part des réassureurs dans les provisions techniques	71	60
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	706	518
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>108</i>	<i>102</i>

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	17 712	17 505
Dettes envers les établissements de crédit	3 950	3 963
Dettes envers la clientèle	1 227	718
Dettes représentées par un titre	12 535	12 824
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	5 942	5 158
Dettes envers les établissements de crédit	167	170
Dettes représentées par un titre	5 775	4 988
Total des dettes financières	23 654	22 663

7.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes à vue envers les établissements de crédit	244	150
Comptes ordinaires créditeurs	105	80
Autres sommes dues	139	70
Dettes à terme envers les établissements de crédit	3 873	3 983
Comptes et emprunts à terme	3 752	3 879
Dettes rattachées	121	104
Total des dettes envers les établissements de crédit	4 117	4 133

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

La valeur comptable des créances apportées en garantie à la Société de Financement de l'Economie Française (SFEF) par RCI Banque s'élève à 506 millions au 30 juin 2012, en contrepartie d'un refinancement de 271.4 millions.

Par ailleurs, la valeur comptable du collatéral présenté à la Banque Centrale (3G) s'élève au 30 juin 2012 à 2 951 millions d'euros, soit 119 millions en créances privées et 2 832 millions en titres des véhicules de titrisations.

Le solde du financement accordé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en contrepartie des créances mobilisées s'élève à 670 millions d'euros à fin juin 2012 (contre 350 millions d'euros à fin décembre 2011), dont 400 millions d'euros empruntés au LTRO à 3 ans, et est présenté dans le poste ci-dessus « Emprunts à terme », selon les préconisations de la FBF (auparavant en « Valeurs données en pension »).

7.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Comptes créditeurs de la clientèle	1 206	711
Comptes ordinaires créditeurs	96	94
Comptes créditeurs à terme	611	617
Comptes d'épargne - Livret Ordinaire	499	
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	21	7
Autres sommes dues à la clientèle	16	6
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	1	1
Dettes rattachées sur compte d'épargne	4	
Total des dettes envers la clientèle (*)	1 227	718

(*) Dont entreprises liées (1)

661

657

(1) Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque par le constructeur Renault pour un montant de 550 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Groupe, en remplacement des deux conventions existantes.

7.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Titres de créances négociables (1)	3 265	3 213
Certificat de dépôts	3 084	3 064
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	130	70
BMTN et assimilés	17	37
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	34	42
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 366	3 704
Autres dettes représentées par un titre	3 358	3 700
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	8	4
Emprunts obligataires et assimilés	11 679	10 895
Emprunts obligataires	11 547	10 776
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	132	119
Total des dettes représentées par un titre (*)	18 310	17 812
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>339</i>	<i>127</i>

- (1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie, papiers commerciaux et les BMTN sont émis par RCI Banque S.A., CFI RCI Brasil S.A. et DIAC S.A..
- (2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (Diac S.A. et Cogéra S.A.), italienne (RCI Banque Succursale Italiana), allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) et anglaise (RCI Financial Services Ltd).

Note 8 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes d'impôts et taxes fiscales	431	430
Dettes d'impôts courants	92	80
Dettes d'impôts différés	306	317
Dettes fiscales hors impôts courants	33	33
Comptes de régularisation et passifs divers	858	886
Dettes sociales	40	51
Autres créiteurs divers	646	665
Comptes de régularisation passif	159	155
Comptes d'encaissement	13	15
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 289	1 316
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>22</i>	<i>64</i>

Note 9 : Provisions

En millions d'euros	12/2011	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2012
			Utilis ées	No n Utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	128	64	(2)	(35)		155
Provisions pour risques de litiges	4	1		(2)	(1)	2
Autres provisions	124	63	(2)	(33)	1	153
Provisions sur opérations non bancaires	77	9	(4)	(2)	(1)	79
Provisions pour engagements de retraite et ass.	31	3	(2)			32
Provisions pour restructurations	6	1	(2)	(1)		4
Provisions pour risques fiscaux et litiges	37	5		(1)	(1)	40
Autres provisions	3					3
Total des provisions	205	73	(6)	(37)	(1)	234

(*) *Autres variations = Reclassement , effet des variations de change , effet de la variation du périmètre*

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du Groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions techniques d'assurance sont classées dans les « Autres provisions » et s'élèvent à 130 millions d'euros à fin juin 2012.

Les provisions pour restructurations à fin juin 2012 concernent principalement l'Allemagne et le Royaume-Uni.

Note 10 : Dépréciations constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2011	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2012
			Utilis ées	No n utilis ées		
Dépréciations sur opérations bancaires	897	225	(149)	(91)	3	885
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	791	215	(149)	(87)	2	772
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	75	10		(4)		81
Opérations sur titres	31				1	32
Dépréciations sur opérations non bancaires	8	2		(3)	(1)	6
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	8	2		(3)	(1)	6
Total couverture des risques de contreparties	905	227	(149)	(94)	2	891

(*) *Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre*

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

Note 11 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Dettes évaluées au coût amorti	251	251
Emprunts subordonnés	250	250
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	1	1
Dettes évaluées à la juste valeur	10	10
Titres participatifs	10	10
Total des dettes subordonnées	261	261

L'émission publique de dettes subordonnées de 250 millions d'euros mise en place en 2005 a les caractéristiques suivantes :

- d'une durée de 10 ans (remboursement in fine le 07/04/2015),
- en devise Euro,
- au taux d'intérêt Euribor 3 mois + 0,90.

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par Diac comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

Note 12 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2012
Actifs financiers	7 976	8 636	10 369	89	27 070
Instruments dérivés	17	83	251		351
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	8	3	36	29	76
Prêts et créances sur les établissements de crédit	782	2	4		788
Prêts et créances sur la clientèle	7 169	8 548	10 078	60	25 855

Passifs financiers	6 286	2 892	14 300	560	24 038
Instruments dérivés	30	46	47		123
Dettes envers les établissements de crédit	1 532	837	1 748		4 117
Dettes envers la clientèle	677			550	1 227
Dettes représentées par un titre	4 046	2 009	12 255		18 310
Dettes subordonnées	1		250	10	261

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2011
Actifs financiers	7 641	8 391	10 078	89	26 199
Instruments dérivés	18	70	222		310
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	7	5	25	28	65
Prêts et créances sur les établissements de crédit	944	2	1		947
Prêts et créances sur la clientèle	6 672	8 314	9 830	61	24 877

Passifs financiers	6 667	4 451	11 327	570	23 015
Instruments dérivés	41	10	40		91
Dettes envers les établissements de crédit	2 251	655	1 217	10	4 133
Dettes envers la clientèle	162	6		550	718
Dettes représentées par un titre	4 212	3 780	9 820		17 812
Dettes subordonnées	1		250	10	261

Note 13 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Engagements de financement	1 682	1 626
Engagements en faveur de la clientèle	1 682	1 626
Engagements de garantie	82	8
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	47	
Engagements d'ordre de la clientèle	35	8
Engagements sur titres	104	8
Autres titres à livrer	104	8
Total des engagements donnés (*)	1 868	1 642
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	35	8

Note 14 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2012	12/2011
Engagements de financement	4 753	4 617
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 752	4 616
Engagements reçus de la clientèle	1	1
Engagements de garantie	7 440	6 779
Engagements reçus d'établissements de crédit	176	130
Engagements reçus de la clientèle	3 915	3 579
Engagements de reprise reçus	3 349	3 070
Total des engagements reçus (*)	12 193	11 396
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	2 121	1 974

RCI Banque dispose au 30 juin 2012 de 4 730 millions d'euros de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 1761 millions d'euros de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décôtes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

Note 15 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Intérêts et produits assimilés	1 142	1 024	2 125
Opérations avec les établissements de crédit	10	11	23
Opérations avec la clientèle	786	696	1 447
Opérations de location financière	287	256	533
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	58	59	118
Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente	1	2	4
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(132)	(108)	(223)
Opérations avec la clientèle	(99)	(83)	(170)
Opérations de location financière	(33)	(25)	(53)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	1 010	916	1 902
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>288</i>	<i>250</i>	<i>521</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 16 : Intérêts et charges assimilés

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Opérations avec les établissements de crédit	(149)	(121)	(272)
Opérations avec la clientèle	(9)	(4)	(10)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(52)	(54)	(104)
Charges sur dettes représentées par un titre	(299)	(243)	(525)
Autres intérêts et charges assimilés	(10)	(5)	(11)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(519)	(427)	(922)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(12)</i>	<i>(10)</i>	<i>(27)</i>

Note 17 : Produits (charges) nets des autres activités

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Autres produits d'exploitation bancaire	348	313	606
Prestations accessoires aux contrats de financement	176	166	313
Produits des activités de services	118	89	179
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	33	31	63
<i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	2	1	8
Opérations de location opérationnelle	10	11	20
Autres produits d'exploitation bancaire	11	16	31
<i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	3	5	7
Autres charges d'exploitation bancaire	(225)	(209)	(423)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(79)	(81)	(157)
Coûts des activités de services	(64)	(59)	(113)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(27)	(27)	(57)
<i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	(1)	(3)	(10)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(32)	(25)	(63)
Opérations de location opérationnelle	(8)	(6)	(12)
Autres charges d'exploitation bancaire	(15)	(11)	(21)
<i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>	(5)		(2)
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	2	1	2
Autres produits d'exploitation non bancaire	4	5	14
Autres charges d'exploitation non bancaire	(2)	(4)	(12)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	125	105	185

(*) Dont entreprises liées

(1)

(1)

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Les produits et charges liés aux opérations de location opérationnelle sont désormais classés en produits et charges nets des autres activités, conformément à la recommandation du CNC n°2004-R.03. Ils étaient auparavant présentés en intérêts en note 15 et 16.

Note 18 : Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Frais de personnel	(104)	(100)	(199)
Rémunération du personnel	(71)	(69)	(138)
Charges de retraites et assimilées	(7)	(7)	(15)
Autres charges sociales	(22)	(21)	(42)
Autres charges de personnel	(4)	(3)	(4)
Autres frais administratifs	(79)	(77)	(152)
Impôts et taxes hors IS	(11)	(12)	(19)
Loyers	(7)	(7)	(14)
Autres frais administratifs	(61)	(58)	(119)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(183)	(177)	(351)

(*) Dont entreprises liées

(2)

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été classée en Impôts et taxes hors IS.

Note 19 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Coût du risque sur financement clientèle	(43)	(32)	(57)
Dotations pour dépréciation	(160)	(116)	(208)
Reprises de dépréciation	177	139	271
Pertes sur créances irrécouvrables	(67)	(63)	(136)
Récupérations sur créances amorties	7	8	16
Coût du risque sur financement des Réseaux	(5)	17	9
Dotations pour dépréciation	(47)	(32)	(69)
Reprises de dépréciation	49	59	94
Pertes sur créances irrécouvrables	(8)	(10)	(16)
Récupérations sur créances amorties	1		
Coût du risque sur autres activités	(5)		(4)
Variation de la provision pour risques pays	(6)		(4)
Variation des dépréciations des autres créances	1		
Total du coût du risque	(53)	(15)	(52)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 20 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2012	06/2011	12/2011
Impôts exigibles	(148)	(120)	(219)
Impôts courants sur les bénéfices	(148)	(120)	(219)
Impôts différés	19	(20)	(46)
Impôts différés	19	(20)	(46)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(129)	(140)	(265)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 32,04% au 30 juin 2012 contre 33,58% au 30 juin 2011 et 33,68% au 31 décembre 2011.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.